

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéro dans les séries spéciales :  
1645 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° .....	du .....
----------	----------

**AIDES ACCORDEES AU TITRE DU FONDS NATIONAL  
DE L'EMPLOI**

**DOCUMENT A ANNOTER**

Instruction n° 66-102-B du 5 septembre 1966.

Le décret n° 67-157 du 24 février 1967 (1), modifiant le décret n° 64-164 du 24 février 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi modifiée n° 63-1240 du 18 décembre 1963 relative au Fonds national de l'emploi, a institué de nouvelles aides (bons de transport gratuit, indemnités pour recherche d'emploi, de double résidence, et pour frais d'hébergement) en faveur des travailleurs salariés privés d'emploi ou menacés de licenciement.

Les modalités d'application de ce décret, dont l'article 7 modifie, en outre, les conditions d'attribution de la prime de transfert et de l'indemnité de réinstallation, ont fait l'objet de trois arrêtés des 18 juillet et 21 septembre 1967 (2).

(1) *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars 1967 (p. 2112).  
(2) *Journal officiel* du 13 octobre 1967 (p. 10077 à 10079).

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

DIFFUSION
<b>GT</b>
51

PGS	TPG	RF	P
-----	-----	----	---

**INSTRUCTION**  
**N° 67-120 - B**  
**du**  
**19 Déc. 1967.**

— 2 —

Les opérations nécessaires à la mise en œuvre de ces différentes formes d'intervention sont décrites par la circulaire n° FE 47/67 du 20 octobre 1967 du Ministère des Affaires sociales ; les dépenses correspondantes sont payables après ordonnancement sur les crédits du budget de ce Département jusqu'au 31 décembre 1967.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1968, et à l'exception des bons de transport gratuit, qui resteront soumis à la règle du mandatement préalable, les indemnités suivantes instituées par le décret n° 67-157 du 24 février 1967 seront payables sans ordonnancement :

- indemnité pour recherche d'emploi ;
- indemnité de double résidence ;
- indemnité pour frais d'hébergement.

Elles seront alors imputées à l'article 7 (nouveau) « Indemnités de recherche d'emploi, de double résidence et d'hébergement » du chapitre 44-74, dont la création est prévue dans le projet de loi de finances pour 1968.

Sous réserve de ces modalités particulières, dont l'entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1968, lorsque le nouvel aménagement du chapitre 44-74 aura été consacré par le vote du budget, Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux sont invités à faire application, en ce qui les concerne, des dispositions de la circulaire susvisée du 20 octobre 1967 qui leur est adressée, par pli séparé, à raison d'un exemplaire par Trésorerie Générale.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*

**P. PÉPIN.**